

Tous les 15 jours, recevez les dernières infos de Contre Attaque

Rien à déclarer depuis Jean Rigollet

C'était il y a 71 ans : le 19 août 1955, en pleine grève des chantiers navals de Nantes et Saint-Nazaire, un ouvrier mourrait d'une balle en pleine tête tirée depuis un cordon de CRS. Il s'appelait Jean Rigollet, il avait 24 ans et une plaque commémorant son assassinat figure encore sur le Cours des 50 Otages, près de la préfecture de Nantes.

À l'époque, la ville est en émoi. Des grèves insurrectionnelles bousculent les pouvoirs policiers et patronaux, les grévistes sont soutenus par une large partie de la population. Les CRS vont jusqu'à occuper les chantiers pour protéger le capital des patrons et éviter tout sabotage ou confiscation. Les intimidations n'y changent rien : les grévistes vont jusqu'à attaquer la prison et la préfecture, le pouvoir tremble. Il faut donc terroriser tout le monde en faisant un exemple. La punition tombera sur Jean Rigollet, elle aurait pu tomber sur n'importe qui.

Les grévistes dénoncent une embuscade tendue par les flics, qui enserrent le cortège sur le Cours des 50 Otages et empêchent toute retraite. À partir de là, les heurts éclatent et les policiers assassinent un ouvrier. La détonation résonne aujourd'hui encore : depuis 1955, les manifestations de gauche ne sont plus déclarées à la préfecture de Nantes. Et depuis 1955, l'ordre policier cherche à remettre en cause cette tradition qui rappelle au pouvoir que manifester est autorisé de fait. Que les flics se démerdent s'ils veulent "maintenir l'ordre", nous ne les y aiderons pas.

En garde à vue comme dans la rue, face à la police

nous n'avons rien à déclarer.

La sélection de la rédac

Même quand tout le monde est en vacances, on continue à vous proposer analyses et infos tous les jours. Voici les articles qu'il ne fallait pas louper ces derniers jours.



Faillite du néolibéralisme : le chômage continue d'augmenter

Ils ont versé plus de 200 milliards aux patrons pour les «aider» à embaucher, baissé les allocations chômage, cassé le code du travail, mais les licenciements continuent.



Vers un état d'exception pour préparer la guerre

Aucune réserve, aucune limite. Le Conseil Constitutionnel a validé le 6 août l'intégralité des mesures militaristes du gouvernement, en particulier la création d'un «état d'alerte de sécurité nationale», c'est-à-dire un état d'urgence sans aucune limite de temps et aux contours flous, pour préparer la guerre.



«Guerre de l'eau» dans le marais poitevin : 300 millions de litres d'eau accaparés par l'agro-industrie ?

Méga-bassines, délestages illégaux par sabotages de barrage : quand l'agro-business s'accapare les ressources en eau en pleine sécheresse.



Le PS rétablit le suffrage censitaire, Bayrou confirme l'unité du bloc libéral-réactionnaire

Le grand cirque continue au sein du PS d'Olivier Faure et du micro-parti Place Publique de Raphaël Glucksmann. Ultra-minoritaire, ridiculisée, n'intéressant plus personne, cette gauche de droite pourrait être sauvée par une proposition de François Bayrou, qui espère une nouvelle saveur de primaire, qui irait cette fois du Parti Socialiste jusqu'aux Républicains.



Scandale international : Ursula Von Der Leyen légitime et arme la colonisation

Une enquête de l'organisation britannique Statewatch révèle que la commission européenne, dirigée par Ursula Von Der Leyen, a cherché à conclure un accord de coopération policière avec les services de répression israéliens. Et cela en-dehors de tout cadre autorisé et sans aucun contrôle des instances légales et décisionnaires de l'Union Européenne.



Les vrais pyromanes sont en uniforme

Lors d'un pot de départ, la BAC de Saint-Denis fait cramer son commissariat à coups de mortiers d'artifice après avoir vidé ses propres extincteurs pour s'amuser. À longueur d'année, la classe politique nous parle de policiers surmenés, menacés, en danger, justifiant des lois toujours plus sécuritaires. Dans les faits, le seul commissariat brûlé depuis des années l'a été par ses propres occupants, et non par d'éventuels émeutiers.



Après «Frontières», Marine Le Pen passe de mauvaises vacances en Bretagne

Cet été, il semble que les personnalités d'extrême droite aiment se rendre en Bretagne pour chercher un peu de fraîcheur et de beauté. Mais cet amour n'est pas réciproque, c'est le moins qu'on puisse dire.



Montage policier : perquisitions, famille menottée et 100 heures de gardes à vue sur la base de présomptions

Le ministère de l'Intérieur se vante d'une «coopération particulièrement précieuse» avec la police italienne de Giorgia Meloni, l'affaire se dégonfle d